

# Guéret 2015 : bilan et perspectives

Category: Services publics & biens communs

écrit par jmfouquer | 6 juillet 2015

6 à 7 000 personnes ont manifesté le 13 juin dernier à Guéret à l'appel de la Convergence des services publics et de ses partenaires syndicaux, politiques et associatifs, soit autant ou à peine plus qu'en 2005.

Pourtant, pour fixer un objectif qui se voulait ambitieux, la Convergence avait annoncé plusieurs mois avant espérer la présence de 10 000 personnes.

## **Alors échec ou succès ? C'est une réussite.**

En effet, la comparaison brute entre 2005 et 2015 n'est pas pertinente si l'on ne prend pas en compte les différences importantes dans les conditions de la mobilisation.

En 2005, la mobilisation avait bénéficié de la convergence avec la mobilisation très large contre le Traité Constitutionnel Européen et avait été renforcée par une présence importante de militants du PS (environ un millier). En 2015 ces derniers étaient pour la plupart restés chez eux et, surtout, la situation sociale est beaucoup moins porteuse : la politique du gouvernement se traduit par des attaques tous azimuts qui, par leur ampleur et la difficulté de répondre à toute est un élément de démobilisation pour tout ce qui n'est pas directement lié à la situation des entreprises et administrations. On l'a bien vu sur d'autres mobilisations nationales aussi bien syndicales que plus larges. Cela s'est traduit par la difficulté notamment des organisations syndicales nationales (CGT, FSU, Solidaires et la FAFP) pourtant largement engagées, à mobiliser localement leurs militantEs. Ensemble ! n'a pas échappé à cette difficulté ; malgré tout environ entre 40 et 50 militantEs étaient présent et sont largement intervenus dans les débats et un stand a été tenu.

Dans ces conditions, la mobilisation tenue à Guéret a été unanimement vécue par les participants comme un succès. Cela tient à :

- sa visibilité nationale dans les médias politiques et syndicaux ;
- l'importance de l'arc de force présent politique syndical et associatif dont rendent compte les signatures de l'appel, la conférence de presse du 12 mai et la photo sur les marches de la mairie de Guéret ;
- la réalité nationale de la mobilisation, même si, il faut le souligner, rares étaient les délégations qui dépassaient la taille « minibus » hormis, bien sûr, la couronne départementale autour de la Creuse ;
- la teneur et l'assistance aux débats du samedi (plus d'un millier de personnes) et du dimanche (environ deux cent cinquante personnes, dont les principales forces appelantes). Cela s'est traduit par l'appel de Guéret titré « Unis, nous serons la force », texte offensif qui trace une perspective pour l'année qui vient.

Mais plus profondément cela tient à la manière dont cette initiative s'est co-construite sur plusieurs mois à égalité entre forces syndicales, associatives et politiques. Une telle co-construction sur le long terme de forces qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble est un point très positif.

Mais nous ne connaissons son ampleur qu'au moment des assises à la mi-2016.

Nous devons considérer Guéret comme un point de départ vers ces assises dont le succès se mesurera à ses capacités d'une part à être en prise avec les mobilisations locales, d'autre part à élaborer à partir des besoins sociaux exprimés et enfin à maintenir l'ampleur et la diversité des forces qui ont été partie prenante actives de l'initiative de Guéret.

La marche aux assises va se dérouler à la fois au niveau national et au niveau local. Je n'aborderai ici que l'aspect local dont le peu de visibilité pour l'initiative de Guéret a pu être handicapant pour Ensemble ! tant du point de vue information que pour intervenir dans les réunions nationales.

L'intérêt de relancer ou de créer des collectifs locaux ou départementaux de convergence est triple :

- avoir un point d'entrée pour solliciter localement les forces locales syndicales, politiques et associatives qui, nationalement, participent à la démarche initiée par la convergence ;
- renforcer le rapport de force local lancé sur une lutte précise (santé, rail, eau...) et solliciter une participation locale à des initiatives d'ampleur nationale sans que cela ne soit déconnecté des préoccupations locales ;
- faire que la co-construction de luttes et de débats (assises locales) mettant en oeuvre les deux triptyques associations-syndicats-organisations syndicales d'une part et de l'autre usagers-personnels-élus s'installe durablement dans le paysage.

De ces points de vue, il semble important, qu'au niveau d'Ensemble !, il puisse y avoir un référent local ou départemental pour que des aller-retour réguliers en terme d'infos, de besoins...

**Michel Martet**